# Le pouvoir aux travailleurs

18 Novembre 2017

N° 238

PRIX : 100 Fr

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)*

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- NE NOUS LAISSONS PAS DUPER PAR LEUR DÉMAGOGIE !..... 2 - 3
- « *JOURNÉE NATIONALE DE LA PAIX* » : RIEN QUE DES MOTS ! ……. 4
- UNE OPÉRATION POUR CACHER LA MISÈRE……..... 4
- AGNIBILEKRO: COLÈRE DES POPULATIONS CONTRE LE MEURTRE D'UN PAYSAN …….. 6
- C'EST AUX AUTORITÉS D'ÊTRE SENSIBILISÉES ! …....……... 6 - 7
- UNIWAX : BRAS DE FER ENGAGÉ ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LA DIRECTION ……..... 8
- SOCIÉTÉ DES CIMENTS D'ABIDJAN : IL FAUT PLUS POUR FAIRE PLIER LE PATRON..…… 8
- USINE MIBEM À KOUMASSI : UN CAS D'EXPLOITATION PARMI D'AUTRES ……... 8 - 9
- CHANTIER DU STADE OLYMPIQUE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIFFICILES ……..... 9 - 10
- TRAQUE DE MIGRANTS ET TRAFICS D'ESCLAVES. C'EST IGNOBLE ! .. 11
- HARCÈLEMENT SEXUEL DES FEMMES : UN ACTE RÉVOLTANT QU'IL FAUT DÉNONCER CHEZ NOUS AUSSI …. 12

E d i t o r i a l

## NE NOUS LAISSONS PAS DUPER PAR LEUR DÉMAGOGIE !

Les élections présidentielles, c'est dans trois ans, mais des crocodiles commencent déjà à s'agiter dans leur petite mare en vue de leur positionnement pour la course à la mangeoire. Ouattara a rencontré Bédié et Soro Guillaume. Mamadou Koulibaly, l'ex-président de l'Assemblée nationale, a aussi commencé à faire parler de lui.

Rien ne les différencie fondamentalement. Quel que soit leur bord politique du moment, ils sont avant tout au service de la classe riche. Nous les avons déjà vus au pouvoir ou dans les hautes sphères, ensemble ou séparément.

A l'approche des élections, ils nous feront tous des promesses d'un jour meilleur ou attiseront au contraire les différences ethniques, religieuses ou nationales, pour susciter les divisions et les haines. Alors, ne soyons pas dupes de leur démagogie ! Au pouvoir, ils mènent tous la politique que leur dictent les capitalistes américains et français, ou autres, en fonction de leurs intérêts.

L'avidité de ces gens à lutter pour les miettes que laisse l'impérialisme au clan gagnant nous a déjà valu plus de 10 ans de crises, de massacres interethniques et xénophobes, d'exactions et de souffrances. Les principales victimes sont les populations pauvres. Les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets désastreux si nous laissons les mains libres à ces pyromanes, à ces assassins avides de pouvoir.

Il n'y a pas un mois, il y a eu des morts dans la région de Guiglo. Des villages ont été brûlés, avec un exode de plusieurs milliers de

Baoulé, suite à un conflit avec les populations Guéré natives de cette région. Le fond du problème est lié à la possession de la terre. Ce problème est réel, surtout qu'il a été aggravé durant la crise par des années de massacres et de haines.

Ce qui n'a pas empêché Mamadou Koulibaly de souffler un peu plus sur le feu. Il a déclaré il y a de cela quelques jours, parlant des tueries : « *Il y a eu le Guébié, le Sanwi, Guitrizon, Petit Duékoué et ça continue à Guiglo. La loi est mauvaise. Il faut la changer (…) : l'Etat doit rendre la terre à ses propriétaires ancestraux* ».

Admettons. Mais alors, pourquoi le FPI, dont il était un des principaux dirigeants, ne l'a pas fait quand il avait le pouvoir ? Il fut même un temps où, quand le Pdci et le Fpi marchait main dans la main, ensemble ils avaient la majorité au parlement. Ils n'ont pas changé cette loi qualifiée de mauvaise et n'ont rien proposé d'autre. Et pour cause ! Il sait que cette question de la terre, avec tout ce qui s'est passé, ne peut pas se régler par la seule promulgation d'une « *loi* ».

De plus, il sait que ce genre de parole est dangereux. Voilà pourquoi il a conclu son intervention, en disant : « *jamais nous ne devrions nous tuer nous-mêmes entre nous, que ce soit pour des raisons politiques, économiques ou foncières* ».

Ce genre de discours qui exacerbe les haines, l'ethnisme et la xénophobie, nous en aurons droit d'ici les élections de 2020.

Refusons que ce genre de propagande contamine nos rangs. Nous savons où cela nous mène, cela ne peut qu'affaiblir le camp des travailleurs et renforcer celui des exploiteurs capitalistes.

# L E U R  S O C I E T E

## « *JOURNÉE NATIONALE DE LA PAIX* » : RIEN QUE DES MOTS !

Cette énième « *journée de la paix* » a vu des festivités un peu partout en Côte d'Ivoire, organisées par les autorités sur le thème de « *paix et sécurité* ».

Parler de « *sécurité* » est un bien grand mot. Des conflits fonciers déchirent toujours les communautés à l'ouest du pays. Chaque jour, dans les quartiers d'Abobo ou de Yopougon, sortir tôt ou rentrer tard est très risqué. On ne sait pas quand on peut se retrouver face à des « *microbes* » ou à des policiers prêts à vous racketter.

Quant à la « *paix* », c'est un vain mot. Les riches mènent la guerre permanente contre les travailleurs. Les salaires sont dérisoires avec des contrats de travail de plus en plus précaires. Les familles ouvrières pâtissent de cette précarité. Les tarifs des produits de première nécessité prennent l'ascenseur, alors que les salaires ne suivent pas. Les démantèlements des habitats et des étals appelés « *déguerpissements* » se font sans se préoccuper du recasement de ceux qui n'ont que leur activité pour vivre.

Alors, il n'y a pas de « *paix* » pour les travailleurs et les populations pauvres ! Ce n'est que de la tromperie !

## UNE OPÉRATION POUR CACHER LA MISÈRE

Le gouverneur du District d'Abidjan vient de lancer la « *phase active* » du projet de « *ravalement des façades* » et « *embellissement* » de la ville d'Abidjan. Ce projet va coûter deux milliards de francs aux contribuables.

Cette opération c'est juste pour cacher la misère et permettre à quelques dirigeants de pouvoir détourner de l'argent public.

# L E U R  S O C I E T E

## OPÉRATION GRAND MÉNAGE À ABOBO, DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Le samedi 04 novembre, Anne Désiré Ouloto, ministre de la “Salubrité de l’Environnement et du Développement Durable“, était à Abobo, pour une opération “grand ménage“, dans les quartiers Clouétcha et Kennedy. Comme à son habitude, elle est venue avec une armée de journalistes et lors de son interview, elle ne s’est pas gênée pour indexer les populations d’être responsables de l’insalubrité de leur quartier.

Avec plus de 2 millions d’habitants, Abobo est la commune la plus peuplée, la plus pauvre et la plus délaissée des communes d’Abidjan. Les canalisations d’eaux usées et le bitume, dont l’état laisse souvent à désirer, se limitent aux artères principales de la commune. Les camions de ramassage d’ordures y sont rares et ne sillonnent que les voies bitumées.

Pour pallier ce déficit, ce sont les populations, livrées à elles-mêmes, qui s’organisent pour les problèmes d’évacuation d’ordures ménagères et d’eaux usées. Elles improvisent des endroits de pré-collecte pour les ordures mais le plus souvent, l’État tarde à les évacuer. Dans la plupart des quartiers, ce sont des jeunes qui jouent le rôle de pré-collecteurs. Certains avec des brouettes et d’autres avec des cuvettes sillonnent les quartiers et font du porte à porte pour ramasser les poubelles. Pour les eaux usées, sans canalisation, on ne doit pas être étonné que ce soit dans les rues que les populations s’en débarrassent. Vu la densité des quartiers, des rigoles se forment, lézardent les voies et dégagent des odeurs pestilentielles.

Face à ces vrais problèmes, Madame la ministre, accompagnée de sa horde de journalistes, cameramen et photographes, est venue donner quelques coups de balai. Elle en a profité pour mettre sur pied un comité de salubrité de quartier auquel elle a remis quelques brouettes, des balais et la somme de 500.000 Frs. Avec un tel budget, ce comité ne fera pas long feu. C’est sûr qu’elle a organisé cette cérémonie, plus pour justifier certaines dépenses de son ministère et se faire de la publicité à bon compte.

L’Etat encaisse les taxes (impôts fonciers, TVA, taxe d’enlèvement des ordures) mais rien n’est fait pour assainir et améliorer le cadre de vie des populations. La salubrité commence par le bitumage des voies, la mise en place des canalisations pour les eaux usées et le ramassage régulier des ordures. C’est la responsabilité de l’Etat. Alors si la ministre n’a rien à proposer, elle peut se garder ses leçons de morale et de civisme à deux sous.

# L E U R  S O C I E T E

## AGNIBILEKRO:
## COLÈRE DES POPULATIONS CONTRE LE MEURTRE D'UN PAYSAN

Suite à l'assassinat, le 10 novembre dernier, à Agnibilékro d'un paysan de 25 ans par un élément des FACI (Forces Armées de Côte d'Ivoire), les populations ont manifesté leur colère et leur indignation contre ces énième bavures des forces de l'ordre. Selon des témoignages, le jeune paysan revenait d'un village voisin où il se rendait régulièrement pour nourrir son bétail lorsqu'il a été abattu froidement par un élément des FACI sous prétexte qu'il était allé vendre son cacao au Ghana.

Pour la nouvelle campagne 2017-2018, le gouvernement a fixé le prix du cacao « *bord champ* » à 700 f CFA le kilo tandis qu'au Ghana voisin, il est fixé à 1000f CFA. Pour obliger les paysans à vendre leur production sur place, le gouvernement a pris des mesures interdisant la vente du cacao produit en Côte d'ivoire hors des frontières du pays.

Nombreux sont les paysans qui, malgré tout, sont tentés d'aller vendre le fruit de leur labeur à de meilleurs prix au Ghana, à juste raison.

Si le gouvernement veut vraiment remédier à cette situation, il suffit d'aligner le prix d'achat au minimum sur celui pratiqué au Ghana. Cela ne serait que justice. Mais il ne le veut pas parce qu'il préfère privilégier les multinationales qui s'enrichissent dans le négoce du cacao.

## C'EST AUX AUTORITÉS D'ÊTRE SENSIBILISÉES !

L'ONAD, l'Office Nationale de l'Assainissement et du Drainage, a lancé récemment, via les médias, une campagne de sensibilisation invitant la population à la bonne tenue des caniveaux, des infrastructures d'assainissement et de drainage des eaux usées. À écouter ces gens, ce sont les habitants qui sont les responsables du mauvais fonctionnement des infrastructure d'assainissement existant. En présentant les faits ainsi, ces autorités font montre d'une réelle mauvaise foi.

Dans nos quartiers ouvriers comme Gesco , Micao, An 2000, pour ne citer que ceux qui ceinturent la zone industrielle de Yopougon, même de simples caniveaux pour canaliser les eaux usés sont inexistants. Ces eaux se fraient un chemin dans les rues et deviennent des vecteurs de maladies. Dans les rares endroits où il y a des caniveaux, ils sont inadaptés et rarement curés. Le cas de la commune de Koumassi est dramatique.

# L E U R  S O C I E T E

Dans cette commune il n'existe pas vraiment d'infrastructure de drainage des eaux usées. De sorte qu'à la moindre pluie, c'est toute la commune qui est inondée. Alors dans ces conditions, de qui se moquent les autorités lorsqu'elles parlent de sensibiliser les populations à la bonne utilisation des caniveaux ?

Cette opération vise plutôt à masquer les grosses défaillances de l'État dans la viabilisation des quartiers populaires et à faire porter le chapeau à la population.

Plutôt que de gaspiller l'argent du contribuable pour faire des campagnes de sensibilisation, ces gens-là feraient mieux de l'utiliser pour aménager des égouts et des caniveaux dans les endroits où ça n'existe pas. Les populations en ont grand besoin.

## DÉGUERPISSEMENTS À ADJAMÉ : UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

Pendant ce mois de novembre, une série de déguerpissements a été lancée dans la commune d'Adjamé. Le 1er novembre, ce sont les habitants du quartier précaire à Adjamé-Macaci qui ont été chassés de leurs domiciles. Pour cette opération, les autorités ont mobilisé les forces de l'ordre, des bulldozers, des camions. Les habitations ont été rasées, laissant de nombreuses familles sans toit.

Le 6 de ce même mois, près de l'école primaire Habitat, des magasins de petits commerçants ont été détruits. Les forces de répression ont usé de gaz lacrymogène pour disperser les commerçants qui tentaient de s'opposer à l'opération.

Le 13 novembre, sur la voie express Abobo-Adjamé, les petits commerçants ont été chassés des abords de la voie.

Ces endroits ainsi dégagés seront sans doute mis à la disposition de grands opérateurs immobiliers. En ce qui concerne l'espace proche de l'école primaire Habitat, le bruit court déjà qu'un supermarché y sera construit.

La multiplication des petits commerces de rue s'explique par la misère grandissante et le chômage chronique. Ce sont ces causes profondes qu'il faut éradiquer mais il ne faut pas compter sur les autorités qui se moquent éperdument de la situation des pauvres.

# *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

## UNIWAX : BRAS DE FER ENGAGÉ ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LA DIRECTION

La grogne est montée d'un cran à Uniwax, une entreprise d'impression de tissus située à la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs réclament le bilan détaillé de la gestion de leur « *caisse de solidarité* » à laquelle ils cotisent tous les mois et qui est gérée par le responsable des ressources humaines. Ils réclament aussi le paiement de leurs heures supplémentaires. Chaque semaine, ils travaillent 48 heures sans que les heures supplémentaires soient payées comme il se doit.

Au lieu de régler ces problèmes, la direction a renvoyé deux représentants syndicaux et fait pleuvoir des menaces. L'issue de ce bras de fer dépendra de la capacité des travailleurs à refuser tout renvoie et imposer leurs revendications légitimes.

## SOCIÉTÉ DES CIMENTS D'ABIDJAN : IL FAUT PLUS POUR FAIRE PLIER LE PATRON

Des travailleurs de la « *société des ciments d'Abidjan* » sont en grève depuis deux mois. Ils exigent de leur patron la revalorisation de leurs salaires, les avancements catégoriels, des améliorations sur certains droits sociaux et l'embauche des journaliers. N'ayant pas eu de suite, ces travailleurs ont porté l'affaire à la connaissance des plus hautes autorités du pays. Mais les patrons n'ont rien à craindre des hauts dignitaires, ces derniers sont plutôt à leur service. Mais ils peuvent craindre l'extension du mouvement.

Aujourd'hui encore, la moitié des travailleurs reste toujours mobilisée ; l'usine tourne au ralenti, mais elle tourne quand même. Le patron joue au pourrissement du mouvement et a provisoirement mis les grévistes à la porte.

Ce patron a le soutien du gouvernement pour ne pas céder devant les grévistes. Seul l'arrêt total de l'usine et l'extension de la grève aux cimenteries environnantes où les problèmes rencontrés par les travailleurs sont les mêmes, peut faire changer le rapport de force face au patronat.

## USINE MIBEM À KOUMASSI : UN CAS D'EXPLOITATION PARMI D'AUTRES

Mibem est une usine située dans la zone industrielle de Koumassi. Elle fait la mise en bouteille de différentes sortes de boissons comme la liqueur appelée « *Calao* », les vins en carton appelés « *Château de France* », etc. Elle emploie entre 300 et 400 travailleurs, tous des journaliers qui travaillent dans des conditions difficiles.

# *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

Voici le récit d'un travailleur :

*« Cela fait plus de quinze ans pour les plus anciens, que nous travaillons dans cette usine. Nous travaillons 12 heures par jour du lundi au vendredi. Quand les périodes de fête arrivent, nous travaillons tous les jours sans repos, mais les salaires restent toujours les mêmes. Nous sommes pointés à 383 F cfa l'heure. La direction ignore la majoration des heures supplémentaires ainsi que celle des jours fériés. Aucun d'entre nous n'est déclaré à la CNPS. Nous sommes payés main à main sans bulletin de paie. Quand un travailleur tombe malade, la direction ne participe pas à sa prise en charge sous prétexte qu'il a contracté sa maladie ailleurs.*

*« Tout dernièrement, la direction a décidé de faire passer un nombre restreint de collègues en CDI, mais le contrat laisse plutôt à désirer, avec un salaire de misère.*

*« Pour améliorer nos conditions de travail, c'est depuis des années que nous avons revendiquons mais nous n'avons pas encore trouvé la bonne manière. Le plus souvent, nous confions notre destin à autrui et après, nous constatons que soit cette personne s'est rangée dans le camp du patron, soit elle nous abandonne carrément. Ces derniers jours, la colère commence encore à gronder. La liste des mécontents, surtout suite à ce semblant d'embauches, ne fait que grandir, quelques-uns sont déterminés. »*

Ce genre d'exemple est légion dans toutes zones industrielles : Koumassi, Vridi, Yopougon et ailleurs ; la situation des travailleurs ne cesse de se dégrader.

Les exploiteurs finiront par faire le pas de trop. Souhaitons que ce jour-là ils trouvent face à eux une force qui compte, des travailleurs organisés au-delà de leur entreprise.

## CHANTIER DU STADE OLYMPIQUE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIFFICILES

La construction du Stade Olympique pour les jeux de football de la CAN 2021, est confiée à une entreprise chinoise dénommée BCEG. Après plusieurs tentatives vaines de négociation avec leur direction pour l'amélioration de leurs conditions de travail, les travailleurs ont observé une journée de grève le lundi 23 octobre.

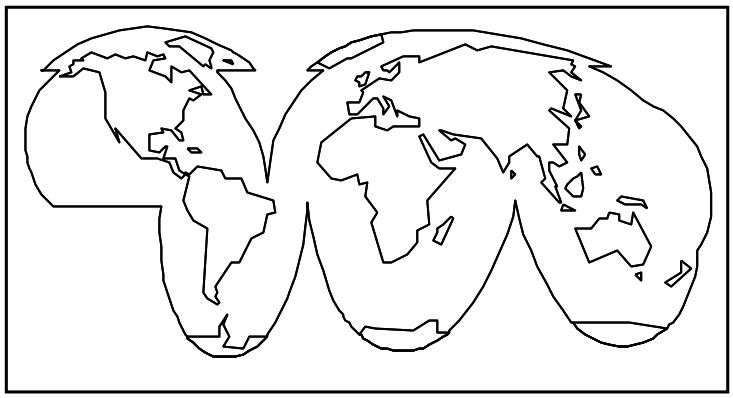
Au début des travaux, les patrons ont fait croire aux travailleurs que c'est au fur et à mesure de l'avancement des travaux, qu'ils vont augmenter leur salaire. Tout le monde est pointé à 4000 F par jour, ouvriers comme manœuvres. Mais après un an et plus, ne voyant venir aucune amélioration promise, les travailleurs ont commencé à s'organiser pour faire aboutir leurs revendications.

# *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

Les patrons n'ont pas donné de suite. C'est ainsi que le 23 octobre, les travailleurs ont fait un arrêt de travail. Le chantier fut bloqué empêchant ceux qui voulaient travailler, y compris les contremaîtres chinois ; cela, en présence des gendarmes et policiers. Deux jours plus tard, la direction organisa une rencontre avec la présence de 17 de leurs représentants dont un commissaire de police et ses éléments, l'Inspection de travail, les techniciens du ministère de la Construction, ainsi que les patrons chinois, contre seulement sept travailleurs. A part ces sept derniers, tous les autres ont pris parti pour le patronat, y compris l'Inspecteur de travail qui a trouvé que ce salaire de misère payé aux travailleurs était normal.

Les choses en sont aujourd'hui là, mais les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## TRAQUE DE MIGRANTS ET TRAFICS D'ESCLAVES. C'EST IGNOBLE !

Suite à une vidéo diffusée sur les grandes chaînes internationales d'information et par les réseaux sociaux, montrant des migrants subsahariens vendus comme esclaves en Libye, plusieurs artistes et écrivains africains ont dit leur dégoût et réclament des mesures contre ce commerce ignoble.

Dans certaines capitales comme à Paris, des rassemblements ont eu lieu devant l'Ambassade de Libye pour protester contre la chasse aux migrants à laquelle s'adonnent les forces de l'ordre et contre la pratique de vente aux enchères d'êtres humains dans ce pays. D'autres rassemblements et manifestations sont prévus ailleurs, y compris en Afrique, et c'est tant mieux car il y a de quoi être révolté !

Cette situation que subissent les migrants est la conséquence directe de la stratégie de « gestion des migrations en amont » promue par les dirigeants de l'Union Européenne. Selon le Haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, près de 20 000 migrants sont entassés dans des centres spécialisés en Libye. Entassement dans des espaces exigus, sous-alimentation, traitements indignes, corrections à la matraque électrique, viols des femmes par des gardes ou des trafiquants d'êtres humains et la liste des sévices est longue. On les stoppe en Libye pour les empêcher de venir en Europe.

En même temps qu'elles sèment le chaos et la guerre dans une grande partie du Moyen-Orient, ces grandes puissances capitalistes continuent le pillage des pays africains qu'ils ont colonisés hier et soutiennent des dictatures sanglantes aux quatre coins du continent. Les personnes qui fuient les guerres et les dictatures le font parce qu'elles estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix que celui de fuir l'enfer qu'elles vivent, la misère qui est leur lot.

Alors les artistes, les écrivains et tous ceux qui dénoncent le commerce et les sévices que subissent les êtres humains en Libye, ont raison de crier leur colère. Néanmoins, ils se font des illusions sur les dirigeants africains qui sont complices des grandes puissances capitalistes et qui s'enrichissent de façon éhontée sur le dos des populations africaines. Jusqu'où les horreurs doivent-elles aller pour que le monde comprenne que c'est le système capitaliste qui est à l'origine de ce phénomène?

# HARCÈLEMENT SEXUEL DES FEMMES : UN ACTE RÉVOLTANT QU'IL FAUT DÉNONCER CHEZ NOUS AUSSI

Depuis que le célèbre producteur de cinéma américain, Harvey Weinstein, a été dénoncé par des actrices, de très nombreuses femmes ont témoigné à leur tour du harcèlement qu'elles ont subi. Ce sont des femmes célèbres, des actrices et des femmes politiques qui ont commencé à dénoncer le harcèlement. Cela a encouragé d'autres femmes à protester elles aussi et c'est tant mieux car c'est inacceptable.

L'inculpation du théologien de l'islam, Tarik Ramadan, n'a pas été acceptée par certains musulmans. Ils disent qu'on s'attaque à cette religion. Bien entendu il ne s'agit pas de religion mais d'un homme qui abuse de sa notoriété pour violer des femmes de son entourage. Tous ceux qui sont épris de liberté et de justice doivent condamner ces actes ignobles.

Jusqu'ici, cette vague de protestation et de dénonciation s'est limitée aux pays occidentaux d'Europe et en Amérique. En Afrique aussi le même phénomène de harcèlement existe (et probablement en pire) mais ne provoque pas de vague car il est étouffé par le poids de la tradition et par la dictature des Etats. Déjà les femmes subissent les effets de la polygamie et de l'excision, ce qui est une oppression très humiliante et aussi une mutilation. Dans certains pays africains, l'excision est interdite par la loi néanmoins les autorités ferment les yeux et se contentent de quelques déclarations hypocrites.

Le harcèlement se passe autant dans le milieu familial que professionnel. Combien sont les femmes qui le subissent dans le milieu du travail ? C'est souvent ce que vivent les bonnes (la plupart du temps de très jeunes filles), proie des hommes, parfois des chefs de famille qui abusent d'elles sexuellement. C'est très rare que la justice s'en prenne à ces violeurs.

Le harcèlement sexuel existe aussi, dans une moindre mesure, dans les milieux scolaires et universitaires. La jeune fille se trouve parfois contrainte de subir les avances d'un enseignant si elle tient à réussir ses examens.

Tous ces abus sont révoltants et doivent être dénoncés. Ils sont connus des dirigeants qui gouvernement et des juges mais ceux-ci ferment les yeux, parfois parce qu'ils sont eux-mêmes impliqués dans ce genre de faits.

Le combat des femmes est partie intégrante de la lutte de tous les travailleurs contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression d'où qu'elle vienne.

# CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.